

Convention collective nationale
IDCC : 1420. – PERSONNEL DES INSTITUTIONS
DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

ACCORD DU 9 NOVEMBRE 2011
RELATIF À LA RÉPARTITION DES THÈMES DE NÉGOCIATIONS

NOR : ASET1250160M
IDCC : 1420

PRÉAMBULE

L'Unédic est constituée de deux établissements :

- l'établissement Unédic, qui assure la gestion financière de l'assurance chômage, met en forme cette réglementation et la prescrit aux opérateurs chargés de l'appliquer. Cet établissement est situé 4, rue Traversière, à Paris (75012) ;
- l'établissement DUA (délégation Unédic AGS), qui assure la gestion technique et financière de l'association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés (AGS). La direction de cet établissement est située 50, boulevard Haussmann, à Paris (75009).

Chacun de ces deux établissements est régi par la convention collective nationale du personnel de l'assurance chômage, mais répond pour autant à des missions qui leur sont propres, les rendant indépendants l'un de l'autre dans leurs fonctionnements opérationnels. De fait, leurs structures, répartitions géographiques des sites de travail, effectifs, métiers et qualifications leur sont intrinsèquement spécifiques.

Cet accord a pour objet de garantir un traitement équitable, lors des processus de négociations de l'ensemble des salariés relevant, pour autant, d'un même employeur, tout en permettant à chaque établissement de négocier des mesures leur étant propres et correspondant ainsi à leurs particularités.

Ainsi cet accord positionnera certains thèmes de négociations au niveau le plus opportun, à savoir celui de la branche ou de chacun des établissements de l'Unédic.

Pour les domaines de négociations relevant du niveau de la branche, chaque champ négocié pourra, si l'accord le spécifie explicitement, être décliné de façon opérationnelle au niveau de l'établissement.

Le niveau de négociations ainsi positionné déterminera, d'une part, la composition de la représentation de l'employeur et des délégations salariales et, d'autre part, le périmètre d'application des accords négociés.

En tout état de cause, les dispositions négociées au sein d'un accord d'établissement ne pourront être moins favorables que les dispositions issues d'un accord conclu à l'échelon supérieur (ou d'un procès-verbal de désaccord).

Cependant, et quel que soit le niveau de négociations, le présent accord définit un cadre commun au déroulement de celles-ci, permettant ainsi de respecter la finalité même de la négociation, qui vise à construire ensemble une décision.

Lors des négociations, l'Unédic ou ses établissements construisent une norme avec les organisations syndicales. Durant cet exercice, la représentation de l'employeur et la délégation syndicale échangent leurs propositions dans l'optique d'aboutir à un consensus.

Dans ce cadre, conformément à l'article L. 2242-3 du code du travail, tant que la négociation est en cours conformément aux dispositions corrélatives du texte précité, l'employeur ne peut, dans les matières traitées, arrêter de décisions unilatérales, sauf si l'urgence le justifie.

Article 1^{er}

Déroulement des négociations

L'employeur garantit la mise en œuvre de négociations loyales et sérieuses.

Concernant les négociations annuelles obligatoires, l'employeur ouvre les négociations, avec l'ensemble des organisations syndicales, dans un délai de 12 mois à compter des précédentes négociations, et au plus tard avant la fin du mois d'avril de l'année concernée.

A défaut d'initiative de l'employeur, les syndicats peuvent demander à l'employeur d'engager la négociation, l'employeur étant alors tenu de convoquer l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans un délai de 15 jours.

Une première réunion fixera ainsi :

- la composition de la représentation de l'employeur, constituée de l'employeur ou son représentant, bénéficiant d'un mandat de négociation, ainsi que le ou les collaborateurs susceptibles de l'assister ;
- la composition des délégations salariales, qui peut se décliner distinctement selon l'échelon des négociations :
 - au niveau de la branche : elles sont alors composées des représentants mandatés par les organisations syndicales nationales signataires de la CCN (CPN) ;
 - au niveau de l'établissement : elles sont alors composées des délégués syndicaux de l'établissement concerné ou des salariés dûment mandatés à cet effet ;
- le lieu des réunions ;
- le calendrier des réunions, qui en particulier fixera par avance un terme aux discussions, afin de déterminer avec précision le moment à partir duquel l'employeur dispose à nouveau de son entier pouvoir de direction ;
- les thèmes qui seront abordés lors des négociations, ainsi que leurs périmètres ;
- les informations que l'employeur remettra aux délégations salariales avant le début des négociations effectives, de même que les échéances de transmission qui devront nécessairement permettre un délai approprié à leur étude.

La seconde réunion constitue le point de départ de la négociation. Elle permet ainsi la présentation des propositions respectives de l'employeur et des syndicats, et de fait, l'engagement de la négociation.

D'autres réunions permettront de répondre aux éventuelles propositions des organisations syndicales et de poursuivre la discussion selon le calendrier établi préalablement, conformément aux dispositions susmentionnées.

Pour rappel, conformément aux dispositions des articles 5 et 6 de la convention collective nationale du personnel de l'assurance chômage, chaque organisation/section syndicale dispose, au profit de ses membres, d'un crédit d'heures liées aux mandats corrélatifs.

De même, il est rappelé que les frais de déplacement pour se rendre aux réunions de négociations (sur convocation de la direction de l'Unédic) sont remboursés dans les conditions déclinées au sein des articles susmentionnés.

Au terme de la négociation, les parties peuvent :

- parvenir à la signature d'un accord, soumis aux conditions communes de toutes négociations collectives régies par le code du travail ;
- constater l'échec des négociations et rédiger un procès-verbal de désaccord qui consigne en leur dernier état, les propositions respectives des parties et les mesures que l'employeur entend éventuellement appliquer unilatéralement.

Tout accord signé ou tout engagement unilatéral pris par l'employeur devra, par la suite, être exécuté de bonne foi.

Article 2

Négociations au niveau de la branche

Selon les règles précisées à l'article 1^{er}, les thèmes suivants sont négociés en CPN, au titre de l'Unédic :

- la mutuelle et la prévoyance ;
- la durée effective du travail ;
- les salaires effectifs ;
- l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés.

Article 3

Négociations au niveau de l'établissement

Selon les règles précisées à l'article 1^{er}, les thèmes suivants sont négociés au niveau de chaque établissement :

- l'égalité professionnelle ;
- les seniors ;
- les parcours professionnels ;
- les barèmes de remboursements de frais (indemnités kilométriques, hôtellerie, repas) ;
- l'organisation du temps de travail (détermination des horaires de travail, des modalités de récupération, du compte épargne-temps, temps partiel).

Par ailleurs, dans ce cadre de négociation, il est défini que les négociations relatives à l'égalité professionnelle et à l'emploi des seniors seront menées dans le respect des dispositions légales relevant de l'effectif total de l'Unédic (indépendamment donc, de l'effectif réel de chaque établissement concerné par lesdites négociations).

Article 4

Durée de l'accord, révision et dénonciation de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Chaque partie signataire peut demander la révision du présent accord en application des dispositions légales en vigueur.

Le présent accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties, dans les conditions prévues par les articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Article 5

Date de mise en œuvre, dépôt et mesure de publicité

Au terme du délai d'opposition de 15 jours suivant sa notification, le présent accord est déposé, conformément aux dispositions légales, au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et à la direction générale du travail selon les modalités en vigueur.

Le présent accord n'est applicable qu'à la condition qu'il soit signé par l'ensemble des organisations syndicales et à partir du jour qui suit son dépôt, selon les formalités administratives précitées.

Un exemplaire sera également remis à chacune des parties signataires et son existence sera portée à la connaissance du personnel régi par la convention collective nationale du personnel de l'assurance chômage par tout moyen, et notamment par l'intermédiaire des nouvelles technologies de l'information et communication.

Fait à Paris, le 9 novembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Unédic.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC emploi ;

CFE-CGC ;

CGT.